



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N° 17 – Du 12 mai au 18 mai 2023

En bref

Afghanistan : Dans une optique d'attractivité et de soutien aux secteurs-clés, l'administration talibane allège la fiscalité. La suspension de l'aide internationale a des incidences graves sur la malnutrition des enfants afghans.

Bangladesh : Ralentissement généralisé des secteurs de l'économie lors de l'exercice budgétaire en cours. Le gouvernement entend rehausser les barrières tarifaires afin de stimuler l'industrie locale.

Bhoutan : Le Bhoutan ambitionne de développer l'hydrogène vert. Dans le cadre de sa politique budgétaire, le Bhoutan augmente ses émissions d'obligations.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Recul important de l'indice des prix à la consommation, revenu de 5,7% en g.a. en mars à 4,7% en g.a. en avril. Contraction de l'indice des prix de gros en avril, de 0,9% en g.a., après une hausse de 1,3% en mars. Diminution du déficit commercial en avril, de 3,4 Mds USD.

Équilibres externes : Le sous-gouverneur de la RBI, M. Patra, souligne l'incidence positive des migrants sur l'économie indienne.

Maldives : Le déficit public atteint 11,9% du PIB en 2022. La Banque mondiale approuve le lancement d'un projet de 15 MUSD.

Népal : La Banque asiatique de développement (BAfD) a approuvé un prêt de 300 M USD pour le développement d'infrastructures routières au Népal. La Société Financière Internationale accorde un prêt de 55 M USD à la Siddhartha Bank. Le Sommet bilatéral sur l'énergie s'est tenu à Dacca au Bangladesh. Les investissements directs étrangers (IDE) ont baissé de 15 % au cours des dix premiers mois de l'année budgétaire en cours.

Pakistan : FMI – précisions du Fonds sur les besoins de financement complémentaires attendus pour finaliser la 9^{ème} revue du programme en cours. Nouvel excédent primaire – 18 M USD – enregistré en avril. Le niveau des réserves de la Banque centrale pourrait passer en dessous de la barre des 2 Mds USD d'ici septembre. L'indice du capital humain (ICH) du Pakistan en-deçà de la moyenne des pays d'Asie du Sud.

Sri Lanka : Les flux entrants d'IDE atteignent 898 MUSD en 2022 (1,2% du PIB).

Afghanistan

Dans une optique d'attractivité et de soutien aux secteurs-clés, l'administration talibane allège la fiscalité

Lors d'une conférence de presse du ministère des Finances, l'administration talibane a annoncé que l'impôt sur la valeur ajoutée (TVA) avait été revu à la baisse pour le secteur de l'industrie, passant de 4 à 2%. En outre, 7% du prélèvement à la source auquel sont assujettis les secteurs de l'industrie, l'agriculture et le commerce, a également été soustrait de la charge fiscale des entreprises.

Cette réévaluation fiscale intervient en ligne avec les propos du ministère de l'Économie déclarant que le régime Taliban souhaitait vivement encourager les investissements étrangers au sein du pays. En revanche, une augmentation des IDE en Afghanistan demeure peu probable tant que l'administration talibane n'aura pas obtenu la reconnaissance de la communauté internationale.

La suspension de l'aide internationale a des incidences graves sur la malnutrition des enfants afghans

Melanie Galvin, la responsable de la nutrition au Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a récemment déclaré que la vie de près de 800 000 enfants était menacée en raison de la sévère malnutrition causée par la crise alimentaire que traverse l'Afghanistan actuellement. Si la malnutrition a des incidences à court terme graves sur la santé, elle aura aussi des incidences de long terme sur le développement économique et social du pays. En outre, elle alerte également sur l'ampleur du manque de financement que subit l'organisation, de quelque 21 M USD, nécessaire à la continuité de ses opérations dans le pays.

En avril, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies a déclaré que l'Afghanistan avait besoin d'une enveloppe de 4,6 Mds USD afin de venir en aide à près de 24 millions d'Afghans dans le besoin.

Bangladesh

Ralentissement généralisé des secteurs de l'économie lors de l'exercice budgétaire en cours

Selon les estimations provisoires du PIB concernant l'année budgétaire en cours publiées par le Bureau des statistiques (BBS), la croissance estimée à 6%, contre 7,1% l'an passé, pâtit du ralentissement généralisé dans les secteurs de l'agriculture, l'industrie manufacturière et des services.

En effet, la croissance du secteur agricole pour l'exercice 2022/23 enregistre un rythme de progression de 2,6%, contre 3% l'année dernière. La progression de l'industrie s'établit désormais à 8% contre 10%, en lien avec la baisse considérable de la production dans le secteur manufacturier passant de 9,2% à 2,1%. En outre, si le rythme de production des petites, moyennes et microentreprises reste proche de 5%, les services enregistrent une moindre croissance de 5,8% contre 6,3% antérieurement.

Zahid Hussain, ancien économiste en chef du bureau de la Banque mondiale à Dacca, impute ce ralentissement, tant du côté de la demande, aux conséquences de l'inflation élevée, entravant le pouvoir d'achat des consommateurs, qu'à la difficulté d'importer des machines et des matières premières, liée à la pénurie de dollars, du côté de l'offre.

Selon les données du Bureau des statistiques, le PIB du Bangladesh a diminué de près de 10 Mds USD entre l'exercice précédent et l'actuel, passant de 460 Mds USD à 453 Mds USD.

Pour rappel, le Bangladesh est sous programme du FMI, bénéficiant d'une enveloppe de 4,7 Mds USD, afin de faire face aux difficultés économiques, matérialisées par une forte inflation et un creusement du déficit courant.

Le gouvernement entend rehausser les barrières tarifaires afin de stimuler l'industrie locale

Le budget pour l'exercice 2023/24, présenté à la Première ministre Sheikh Hasina dimanche dernier, devrait introduire une hausse sur les taxes d'importation pour une série de produits spécifiques.

Cette hausse, à hauteur de 10 à 15 %, concernerait en priorité les machines et équipements d'usage général, mais aussi l'électroménager.

La décision a été accueillie positivement par les acteurs de l'industrie. Alors que le marché de l'électroménager devrait quadrupler à hauteur de 10 Mds USD par an d'ici 2030, un grand nombre d'entreprises électroniques ont investi dans le secteur, en particulier sur les réfrigérateurs. Le marché a connu une croissance remarquable de 319 % en 2 ans. La hausse de la taxe sur les importations de ce type de produit (actuellement à 120 %) devrait *de facto* permettre de stimuler les investissements et la production locale. A titre d'exemple, l'entreprise Walton Electrical Appliance and Lift exporte vers plus 40 pays d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Union européenne.

Cette politique comprend également le secteur des TIC. Le gouvernement compte ajouter une ligne tarifaire pour les logiciels, l'importation de logiciels étant susceptible d'être taxée à hauteur de 25 %. En outre, cette mesure intervient alors que le pays opère sa transition numérique par le biais d'initiatives telles que Smart Bangladesh 2041.

Bhoutan

Le Bhoutan ambitionne de développer l'hydrogène vert

Le royaume himalayen est le seul pays au monde ayant réussi à atteindre la neutralité carbone. En effet, le bilan du pays en matière de gaz à effet de serre fait état d'une empreinte carbone négative, avec des émissions de 3,8 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (CO₂e) en 2015, compensées par la séquestration de 9,4 millions de tonnes de CO₂e, dressant en conséquent un bilan net de puits de carbone de 5,6 millions de tonnes de CO₂e.

En lien avec la conservation de sa neutralité carbone et la volonté de réduire sa dépendance aux énergies fossiles importées, le ministère de l'Energie bhoutanais élabore actuellement une

feuille de route clarifiant tant les procédures de développement de l'hydrogène vert que les étapes nécessaires à sa bonne intégration dans les secteurs-clés, tels que l'industrie, la mobilité et la production d'électricité. L'objectif est d'obtenir un cadre précis permettant la convergence des financements des investisseurs. Pour information, la deuxième contribution déterminée au niveau national (CDN) du Bhoutan, définie dans le cadre de l'accord de Paris, mentionne la nécessité d'investir 3,5 Mds USD à horizon 2030 pour lutter contre le changement climatique.

En outre, compte tenu de la dotation naturelle du Bhoutan en matière d'énergies renouvelables, particulièrement l'hydroélectricité, le pays dispose de conditions adéquates à la création d'hydrogène vert par électrolyse.

Dans le cadre de sa politique budgétaire, le Bhoutan augmente ses émissions d'obligations

Pour faire face à son déficit budgétaire croissant et son besoin de fonds pour les dépenses d'investissement, le gouvernement a levé près de 214 M USD par l'intermédiaire d'émission d'obligations lors des trois dernières années. Sur le seul exercice budgétaire 2021/22, le gouvernement a émis des obligations pour une valeur de 102 M USD, en lien avec le creusement du déficit qui atteint un montant de 211 M USD soit 9,3% du PIB.

Avec une collecte de recettes intérieures estimée à un montant de 439 M USD pour l'exercice budgétaire en cours, ne permettant de financer que les dépenses courantes, le gouvernement a levé 15 M USD d'obligations sur les marchés en janvier, et 37 M USD en février dernier. Pour information, la dernière émission obligataire en date était composée d'obligations d'une échéance à neuf ans, proposées à prix multiple et associées à un coupon variant entre 5 et 6%. Le montant total de l'opération s'élevait à 60 M USD, dont seulement 37 M USD a été souscrit, principalement par des institutions financières.

En outre, selon les projections du gouvernement, le déficit budgétaire de l'année en cours devrait s'établir à un montant de 276 M USD soit 11% du PIB.



Inde

Indicateurs macroéconomiques

Recul important de l'indice des prix à la consommation, revenu de 5,7% en mars à 4,7% en avril

L'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) a été marquée par une nette décrue, de 5,7% en glissement annuel (g.a.) en mars à 4,7% en avril. Ce net infléchissement, qui ramène la hausse des prix à un niveau de variation qui n'avait pas été enregistré depuis 18 mois, est imputable à un effet de base favorable, la hausse des prix ayant été extrêmement élevée il y a un an en raison de la diffusion de la dérive des prix des composantes volatiles (pétrole et alimentation) sur l'indice. En effet, les prix de l'alimentation et des boissons n'ont augmenté que de 4,2% en avril, contre 5,1% en mars, de même que ceux des prix de l'essence, qui revenaient de 8,8% en mars à 5,5% en avril. Parallèlement, l'inflation sous-jacente (hors pétrole, alimentation et tabac) s'infléchit sensiblement, de 6,0 % en mars à 5,3% en avril. La variation mensuelle de l'indice indique cependant une diminution des tensions inflationnistes, les prix cvs (corrigés des variations saisonnières) n'ayant augmenté que de 0,2% en avril, contre 0,4% le mois précédent. La tendance des prix à la décrue devrait se poursuivre en mai, comme le confirme notamment l'estimation préliminaire de l'IPC en mai, à 4,2%, en raison de la poursuite des effets de base favorables. Dans ce contexte, la RBI devrait s'abstenir de tout mouvement de variation des taux directeurs au cours des prochains mois.

Contraction des prix de gros en avril, de 0,9% en g.a., après une hausse de 1,3% en mars

L'inflexion des prix de gros se poursuit en avril, la variation des prix devenant négative pour la première fois depuis 33 mois, alors qu'elle était

encore positive, à 1,3% en g.a. le mois précédent et qu'elle avait été supérieure à 10% une bonne partie de l'exercice 2022/2023. Comme pour l'indice des prix de détail, l'incidence favorable des effets de base, notamment pour les prix alimentaires et l'essence, a largement participé de cette inflexion, qui devrait se prolonger jusqu'en août 2023, en maintenant la tendance à la contraction des prix de gros. Le recul des coûts des matières premières industrielles a également contribué à la diffusion de la contraction, en réduisant notamment la pression sur les marges des producteurs. Dans ce contexte, la transmission du ralentissement de la hausse des prix aux prix de détail devrait se poursuivre, contribuant à une évolution modérée de l'inflation sous-jacente au cours des prochains mois.

Diminution du déficit commercial en avril, de 3,4 Mds USD

Le solde des échanges de marchandises est revenu de -18,6 Mds USD en mars (donnée révisée par rapport à un déficit initialement estimé à 19,7 Mds USD) à -15,2 Mds USD en avril. Cette nette réduction, de 3,4 Mds USD par rapport au mois précédent, est consécutive au recul des importations, de 10,1 Mds USD d'un mois sur l'autre, qui a nettement dépassé le fléchissement des exportations, limité à 6,7 Mds par rapport à mars. En glissement annuel, les importations se sont contractées de 14% alors que les exportations enregistraient un recul de 12,7%. Les évolutions de prix, notamment du pétrole, ont largement contribué à cette diminution. Parallèlement, l'excédent enregistré au titre des services est demeuré élevé, à 13,9 Mds USD en avril, contre 14,2 Mds USD en mars, cette dernière donnée ayant été révisée en hausse par rapport à un excédent estimé initialement à 13,7 Mds USD. Dans ce contexte, le déficit courant devrait nettement reculer au cours des prochains mois, à moins de 2% du PIB, sous réserve que la tendance actuelle des échanges commerciaux et de services se prolonge.

Equilibres externes

Le sous-gouverneur de la RBI, M. Patra, souligne l'incidence positive des migrants sur l'économie indienne

La contribution de la diaspora indienne à l'économie a récemment été saluée par le sous-gouverneur Patra lors d'une allocution qu'il a donnée lors d'une Conférence des *Alumni* de l'Institut Indira Gandhi de Recherche en matière de développement (IGIDR). D'après les estimations de l'ONU, la diaspora indienne serait la plus importante, à quelque 18 millions, soit 6,4% d'un nombre total de migrants estimé à 281 M en 2020. La fuite des cerveaux (*Brain drain*) donnerait lieu cependant à des gains pour l'économie indienne induits par la diaspora (*Brain gain*). En particulier, les quelque 500 licornes installées aux Etats-Unis auraient été fondées par des ressortissants d'origine indienne, à hauteur de 8% (90 individus sur un total de 1078). Les immigrés d'origine indienne joueraient également un rôle important dans le domaine des sciences dures (science, technologie, ingénierie et mathématique [STEM]), en représentant 29% du total de la communauté dite STEM ressortissante d'une autre nationalité au moment de leur arrivée aux Etats-Unis.

L'économie indienne bénéficie de cette diaspora, à la faveur de transferts de migrants s'élevant à 108 Mds USD en 2022, soit une hausse de 24,6% par rapport à 2021. En outre, les dépôts dans les banques indiennes des Indiens résidant à l'étranger s'inscrivent à 136 Mds USD à fin février 2023.

droits de douane) associées. Elles dépassent de 31% les projections contenues dans le budget 2022. Les dépenses publiques progressent de 22% et s'élèvent à 41,9% du PIB (contre 39,5% en 2021), tirées aussi bien par la hausse des dépenses courantes (70% du total) que par celle des dépenses d'investissement. La progression des dépenses courantes (+17% en valeur nominale, 13% supérieures au montant budgété pour 2022) tient avant tout au poids des subventions publiques liées à l'énergie en 2022, à la hausse des salaires et pensions des fonctionnaires suivant la mise en œuvre d'un salaire minimum et d'une harmonisation des salaires dans le secteur public, aux transferts aux conseils locaux, et au régime d'assurance maladie Aasandha. Les dépenses d'investissement progressent de 33% (légèrement en-deçà du montant budgété pour 2022), tirées par le *Public Sector Investment Program* et la reprise post-Covid des méga-projets d'infrastructures, au premier rang desquels les routes, ponts et aéroports et les terrains et bâtiments. Le déficit primaire est en baisse, à 8,3% du PIB en 2022 contre 11,2% en 2021, et le déficit public se réduit de même pour atteindre 11,9% du PIB, contre 13,8 % du PIB en 2021. Il est néanmoins 1,5 Md MVR (100 MUSD) supérieur à l'objectif fixé dans le budget 2022. Son financement s'est avant tout effectué sur le marché domestique. La dette des administrations publiques atteint 96% du PIB fin 2022, contre 94% fin 2021. La dette publique (y compris garantie) atteint 113% du PIB en 2022, contre 109% en 2021 ; elle est à 45% externe.

La Banque mondiale approuve le lancement d'un projet de 15 MUSD

Le « *Maldives Competitiveness and Growth Project* », financé par l'AID sous la forme d'un prêt concessionnel de 7,5 MUSD et d'une subvention du même montant, est scindé en trois composantes. 7 MUSD seront alloués à la réforme des entreprises publiques, à travers des privatisations partielles ou totales, une amélioration de leur gouvernance et de la réglementation les concernant et un meilleur encadrement des subventions publiques. Le pays compte à l'heure actuelle 32 entreprises publiques, notamment dans le secteur bancaire,

Maldives

Le déficit public atteint 11,9% du PIB en 2022

Les recettes publiques augmentent de 34% en valeur nominale pour atteindre 30,0% du PIB (contre 25,7% en 2021), tirées par la forte performance du tourisme qui tire les recettes fiscales (notamment TVA touristique et TVA générale, Business profit tax, Green tax, Airport service charge) et non-fiscales (notamment

du tourisme, des transports, des télécommunications, de la pêche, de l'énergie et des déchets. 7 MUSD seront alloués au renforcement de la compétitivité des PME, ce qui passera notamment par un meilleur accès au crédit. Plus de 50 PME devraient également recevoir à terme une aide ciblée pour accélérer leur développement. Le reliquat de 1 MUSD servira à financer la mise en œuvre et le suivi du programme.

Népal

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un prêt de 300 M USD pour le développement d'infrastructures routières au Népal

La BAsD a approuvé un prêt de 300 millions de dollars pour améliorer la connectivité routière entre la ville de Kakarbhitta, à la frontière avec le Sikkim indien, et Laukahi, à la lisière de l'État du Bihar, dans le nord de l'Inde. Cet investissement résilient est adossé à un double objectif : améliorer la mobilité à l'intérieur du pays et renforcer les routes commerciales avec les pays limitrophes, en particulier l'Inde et le Bangladesh. Le projet comprend la construction de deux nouvelles voies sur 95 kilomètres de route ainsi que de nombreux aménagements pour améliorer la sécurité routière, telles que des carrefours, systèmes d'éclairages, plateformes surélevées.

Selon le communiqué de presse de la BAsD, la Banque fournira également une subvention d'assistance technique à hauteur de 750.000 USD. Cette subvention sera affectée à l'adaptation et à la compréhension des nouveaux défis pour les infrastructures routières. L'initiative répond en outre aux enjeux du changement climatique et des catastrophes naturelles qui touchent particulièrement le Népal.

La Société Financière Internationale (SFI) accorde un prêt de 55 M USD à la Siddhartha Bank

La banque népalaise, Siddhartha Bank Limited (SBL) a emprunté 55 M USD à la filiale de la Banque Mondiale consacrée au secteur privé. Ce prêt, versé en USD, est le premier de ce type accordé par la SFI à une banque commerciale népalaise.

Selon un communiqué de presse publié par SBL, le prêt sera principalement alloué au financement des PME et PMI au Népal. La SBL a également annoncé qu'elle souhaitait augmenter son portefeuille de projets respectueux du climat. Cet objectif se concentrera sur les projets solaires, le développement de la mobilité à faible émission de carbone (en particulier les voitures électriques) et les programmes de développement d'une agriculture résiliente et durable.

La SBL, qui avait déjà été désignée par la SFI comme la meilleure banque opérationnelle d'Asie du Sud en 2021, a pour ambition de devenir la première banque numérique pour une croissance durable au Népal.

Avec des actifs à hauteur de 2 Mds USD, la banque a accordé des encours d'une valeur de 1,4 Md USD et exploite 195 agences et 1 750 points de vente dans tout le pays.

Le Sommet bilatéral sur l'énergie s'est tenu à Dacca au Bangladesh

Le Sommet de l'énergie Népal-Bangladesh s'est tenu dans la capitale bangladaise les 15 et 16 mai dernier.

Ces réunions ont été marquées par la signature d'un accord entre les deux pays pour l'achat de 40 MW d'électricité népalaise. Toutefois, le commerce transfrontalier d'énergie entre les deux pays sera conditionné à l'approbation de l'Inde. Le porte-parole du ministère népalais de l'énergie, Madhu Bhetuwal, a annoncé la tenue prochaine d'une réunion tripartite avec Delhi. Il a également été convenu que la *Nepal Electricity Authority* (NEA) mènerait des discussions avec la NTPC, le fournisseur indien d'électricité ainsi qu'avec le *Bangladesh Power Development*

Board afin d'autoriser l'exportation d'électricité via le truchement de l'Inde.

M. Bhetuwal a également déclaré que les deux pays souhaitaient former une entreprise commune pour la construction de la centrale hydroélectrique Sunkoshi-3 à Bagmati (à l'est du Népal). À cet égard, le Népal a déjà fourni l'étude de faisabilité et le rapport sur l'impact environnemental du projet. Cette centrale, qui devrait produire environ 536 MW d'hydroélectricité, pourrait devenir la clé de voûte des relations en matière d'énergie entre les deux pays.

Les investissements directs étrangers (IDE) ont baissé de 15 % au cours des dix premiers mois de l'année budgétaire en cours

Malgré la politique d'assouplissement des IDE, mise en vigueur en octobre dernier et qui a ramené le seuil minimum d'investissement direct à 150 000 USD (contre 380 000 USD auparavant), les IDE népalais s'affichent à la baisse sur la période considérée.

De facto, le Népal enregistre environ 225 M USD d'investissements directs sur les dix premiers mois de l'exercice fiscal 2022-23 (contre 260 M USD sur la même période de l'exercice 2021-22), soit une baisse de 15,5 %. Ce constat souligne l'attractivité limitée du marché népalais.

Pakistan

FMI – précisions du Fonds sur les besoins de financement complémentaires attendus pour finaliser la 9^{ème} revue du programme en cours

Dans un message adressé à Reuters, la représentante du FMI à Islamabad a assuré que le Fonds n'avait pas révisé sa position sur les financements complémentaires nécessaires pour boucler le plan de financement de la 9^{ème} revue et que le FMI n'avait pas demandé au Pakistan de trouver 8 Mds USD de nouveaux financements. Néanmoins, le Fonds a rappelé que l'obtention d'engagements fermes sur ces financements externes des pays amis étaient essentiels pour

permettre le décaissement de la tranche d'1,1 Md USD. Les besoins à couvrir par des financements extérieurs additionnels totalisent 6 Mds USD, contrairement à la rumeur d'une nouvelle condition du FMI apparue cette semaine dans la presse pakistanaise, qui avait indiqué que le Fonds visait désormais 8 Mds USD, sur fond de retards importants pris dans la 9^{ème} revue et la combinaison possible des 9^{ème} et 10^{ème} revues avant la fin du programme qui interviendra dans tous les cas fin juin.

Nouvel excédent primaire – 18 M USD – enregistré en avril

Le Pakistan enregistre un excédent de son compte courant pour le deuxième mois consécutif. Après avoir enregistré un excédent primaire record de 654 M USD en mars 2023 (chiffre révisé à 750 M USD par la banque centrale du Pakistan), le Pakistan affiche un excédent primaire de 18 M USD en avril. Ces résultats permettent de réduire le déficit courant sur l'année budgétaire de 73%, à 3,26 Mds USD sur les dix mois de l'exercice budgétaire 2022-23, comparé à 13,65 Mds sur la même période en 2021-22. Les mesures de restriction des importations devraient ainsi permettre au Pakistan d'afficher un déficit courant annuel de 3 Mds, contre 17,5 Mds l'année dernière.

Le niveau des réserves de la Banque centrale pourrait passer en dessous de la barre des 2 Mds USD d'ici septembre

L'ancien ministre des Finances, Ismael Miftah, écarté en septembre 2022 au profit d'Ishaq Dar, annonce que les réserves de la Banque centrale pourraient baisser en dessous de 2 Mds USD d'ici la fin septembre, compte tenu des différentes échéances de remboursement du Pakistan. Le pays doit notamment rembourser 3,5 Mds USD d'emprunts et 400 M USD d'intérêts au cours des deux prochains mois, dont 1 Md USD de dépôt chinois auprès de la Banque centrale, et 1,5 Md USD de prêts commerciaux à des banques chinoises. L'ancien ministre a également alerté sur le niveau préoccupant du service de la dette interne, portée notamment par les banques, en particulier au regard de la hausse sans précédent des taux d'intérêt.

L'indice du capital humain (ICH) du Pakistan en-deçà de la moyenne des pays d'Asie du Sud

Dans son dernier rapport sur l'indice du capital humain sur le Pakistan, la Banque mondiale indique que le pays obtient un score de 0,41, résultat faible dans l'absolu et inférieur à la moyenne des pays d'Asie du Sud (0,48) et notamment le Bangladesh (0,46) ou le Népal (0,49). Cet indicateur, développé par la Banque mondiale en 2018, mesure la contribution de la santé et de l'éducation à la productivité de la prochaine génération d'un pays et repose sur des études économétriques, en reflétant le niveau de productivité d'un pays par rapport à son potentiel. La Banque souligne la nécessité pour le Pakistan d'augmenter considérablement ses investissements dans le capital humain afin de combler les graves lacunes auxquelles il est confronté en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé. Le potentiel du Pakistan en la matière est cependant considérable, car si le pays parvenait à porter ses investissements en capital humain et son ICH au niveau de ses pairs, il serait en mesure de porter à 32% la croissance de son PIB par tête.

Sur une base sectorielle, les flux d'IDE vers les entreprises enregistrées auprès du BOI (88% du total) ont principalement concerné les télécommunications, l'industrie manufacturière et la promotion immobilière, tandis que les flux d'IDE vers les entreprises cotées au *Colombo Stock Exchange*, non enregistrées auprès du BOI, concernaient principalement les secteurs de la logistique et des carburants, du gaz et du pétrole. En outre, les flux d'IDE vers le *West Container Terminal* du port de Colombo (notamment développé par le groupe indien Adani) ont également commencé à se matérialiser à la fin de l'année 2022.

Les premiers investisseurs en 2022 ont été l'Inde (238 MUSD), Maurice (117 MUSD), Singapour (111 MUSD), qui sert souvent de plateforme pour les investissements des groupes sri lankais installés dans la cité-Etat, et le Royaume-Uni (102 MUSD). En termes de stocks, la Chine (avec Hong Kong), dont l'investissement à Sri Lanka a été limité ces dernières années (6 MUSD pour la Chine et 13 MUSD pour Hong Kong en 2022), est en première position (3,3 Mds USD), suivie par Singapour (2,1 Mds USD, en forte chute) puis l'Inde (2,0 Mds USD). La France arrive en 22^{ème} position, avec un stock d'IDE de 26 MUSD.

Sri Lanka

Les flux entrants d'IDE atteignent 898 MUSD en 2022 (1,2% du PIB)

D'après les chiffres du *Board of Investment* sri lankais, les flux d'IDE entrants à Sri Lanka ont atteint 898 MUSD en 2022, en forte progression par rapport à 2021 (592 MUSD). Il s'agit du niveau le plus élevé depuis 2018, année durant laquelle le projet de Colombo Port City portait encore la performance des investissements étrangers dans le pays. Les IDE en 2022 sont constitués pour l'essentiel de crédits interentreprises (610 MUSD), devant les bénéfices réinvestis (164 MUSD) qui ont notamment tiré parti de la difficulté pour les entreprises étrangères à rapatrier leurs profits, dans un contexte de contrôle des flux de capitaux, et l'acquisition de titres de participation (125 MUSD).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour connaître ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner :

Crédits photo :

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

© DG Trésor